

Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions



PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE DU PROGRAMME GOUVERNANCE DU MARCHE DU TRAVAIL

2021-2023

Table des matières

I.	PRESENTATION DU PROGRAMME	3
II.	PRESENTATION DU CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME.....	4
III.	PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME.....	7
	3.1- Présentation des crédits du programme par actions et par nature économique de dépense	7
	3.2 Evolution des crédits du programme.....	9
	3.3 Justification des dépenses par nature	10
	3.4 Présentation des structures autonomes rattachées.....	14

I. PRESENTATION DU PROGRAMME

1.1 Identité du programme

Prénom et nom du Responsable de Programme : KARIM CISSE

Fonction : Directeur général du Travail et de la Sécurité sociale

Numéro et intitulé du Programme : 2019 Gouvernance du marché du travail

1.2 Stratégie du programme

La mise en œuvre d'un programme de gouvernance du marché du travail occupe une place primordiale au sein du Ministère du Travail, du dialogue social et des Relations avec les Institutions. La problématique du Travail décent est un défi majeur au cœur des préoccupations des populations et de l'Etat et qui justifient les politiques publiques menées dans ce sens. Le Plan Sénégal Emergent (PSE) qui vise la transformation structurelle de l'économie à travers une croissance économique forte et durable à fort impact sur le développement humain constitue le pilier de ces politiques.

Ainsi, pour contribuer à la réalisation des objectifs du Plan Sénégal Emergent (PSE), des actions phares sont prévues dans ce programme. Il s'agit entre autres, du renforcement du Dialogue social à travers l'adoption d'un nouveau pacte de stabilité sociale et d'émergence économique (PNSSEE), la promotion de l'application des normes internationales du travail et de la législation nationale du travail en recourant à l'outil numérique et à travers la mise en place d'une plateforme digitale de services.

Ce programme vise en 2021 le renforcement du cadre et des moyens d'intervention de l'administration du travail, la redynamisation du dialogue social et de la négociation collective et l'amélioration du système d'information sur le marché du travail.

Il s'agira plus spécifiquement de renforcer le système d'informations sur le marché du travail (SIMT) avec la disponibilité de statistiques du travail fiables, de prévenir et d'éliminer les pires formes de travail des enfants, de collecter et de transmettre les DASMO et bilan social des entreprises, de respecter la législation sociale, de renforcer et moderniser le cadre juridique du travail, de renforcer le dialogue social et relancer la négociation collective, de mettre en conformité des lieux de travail par l'Inspection du travail et de lutter contre l'évasion sociale.

1.3 Cartographie administrative du programme

Les services et structures chargés de la mise en œuvre des actions et projets sont structurés autour de la Direction générale du Travail et de la Sécurité sociale qui comprend des services centraux, des services extérieurs et des services rattachés.

La Direction générale comprend trois Directions dont deux interviennent dans la mise en œuvre de ce programme. Il s'agit de :

☞ **La Direction des Relations de Travail et des Organisations professionnelles (DRTOP)**

Elle est chargée de la mise en œuvre de la gestion et de la réglementation en matière de travail. Il s'agit notamment de la prévention et la gestion des conflits sociaux, de l'application des normes internationales du travail, de la lutte contre le travail des enfants. Elle a cinq (5) divisions :

- la Division du Travail ;
- la Division de la Législation, des Etudes et de la Formation ;
- la Division des Relations internationales de Travail ;
- la Division des Négociations et des Relations professionnelles ;
- la Cellule de coordination de la lutte contre le Travail des enfants.

☞ **La Direction des Statistiques du Travail et des Etudes (DSTE)**

Elle est chargée de la collecte, du traitement et de la diffusion des informations relatives au travail, à l'emploi et à la sécurité sociale dans les entreprises. Elle établit les programmes d'information et participe à la planification des ressources humaines. Elle compte trois (3) Divisions :

- la Division des Statistiques du Travail ;
- la Division des Etudes ;
- la Cellule Informatique.

Des services extérieurs concourent aussi à la mise en œuvre de ce programme :

Il s'agit :

- des Inspections régionales du Travail et de la Sécurité sociale;
- de l'Inspection du Travail et de la Sécurité sociale de la Zone franche industrielle de Dakar.
- de l'Inspection départementale de Rufisque.

2 PRESENTATION DU CADRE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

Programme	Objectifs	Résultats attendus	Actions	Indicateurs	Mode de calcul	Méthode de collecte	Référence (2018)	Cibles 2020
Objectif global : Un travail décent pour tous les travailleurs, facteur de stabilité sociale et d'émergence économique								
Gouvernance du Marché du Travail	OS1: Améliorer les conditions de travail des services centraux de l'administration du travail	Les conditions de travail sont améliorées	A1: coordination sectorielle	Nombre de services centraux de l'administration du travail équipés	Dénombrement	PV de réception	2	3
	OS2: Promouvoir et contrôler le respect de la législation sociale	La législation sociale est respectée	A2 : Redynamisation du dialogue social et de la négociation collective	Nombre de contrôles d'établissements	Dénombrement	Rapports/ fiches de contrôles des ITSS	4189	4385
				Proportion d'entreprises ayant respectées la législation sociale (Nombre d'entreprises ayant respectées la législation sociale/nombre total d'entreprises contrôlées)*100		Rapports/ fiches de contrôles des ITSS		
				Baisse du nombre de jours de grève	Dénombrement	Baromètre sociale		
				Baisse du nombre de conflits collectifs notifiés	Dénombrement	Baromètre sociale		

	OS3: Améliorer le système d'information sur le marché du travail	Les statistiques du travail sont disponibles	A3: Amélioration du cadre, des moyens d'intervention et du système d'information sur le marché du travail	Publication du rapport annuel sur les statistiques du travail	Dénombrement	Compte rendu	1	1
--	---	--	--	---	--------------	--------------	---	---

3 PRESENTATION DES CREDITS DU PROGRAMME

3.1- Présentation des crédits du programme

- par actions et par nature économique de dépense

Action	Nature de dépense						Total		
	Personnel	Biens et services	Transferts courants	Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital			
	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Coordination sectorielle	859 692 992	104 100 000		-	-			-	963 792 992
Redynamisation du dialogue et de la négociation collective		73 400 000	900 000 000						973 400 000
Amélioration du cadre, des moyens d'intervention et du système d'information sur le marché du travail		466 950 000							466 950 000
Total action	859 692 992	644 450 000	900 000 000	-	-			-	2 404 142 992

- par activité

Programme Gouvernance marché du Travail				
ACTIONS	ACTIVITES	2 021	2 022	2 023
Coordination sectorielle	Equiperment des services centraux de l'administration du travail	963 792 992	1 134 555 978	1 224 001 087
Total action	1	963 792 992	1 134 555 978	1 224 001 087
Redynamisation du dialogue social et de la négociation collective	Subvention des Organisations professionnelles	350 000 000	350 000 000	350 000 000
	Transferts: HCDS	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	Instauration de mécanismes de traitement, de suivi et d'évaluation des cahiers de doléances	8 000 000	20 000 000	45 000 000
	Promotion de la négociation collective	13 500 000	30 000 000	35 000 000
	Elaboration et mise en œuvre d'un nouveau Pacte national de stabilité sociale et d'émergence économique (PNSSEE)	67 000 000	80 000 000	90 000 000
	Lutte contre le travail des enfants	26 900 000	35 000 000	45 000 000
	Evaluation du plan cadre national 2012-2017 contre le travail des enfants et adopter un nouveau plan d'action	8 000 000	26 000 000	35 000 000
Total action	7	973 400 000	1 091 000 000	1 100 000 000
Amélioration du cadre, des moyens d'intervention et du système d'information sur le marché du travail	Renforcement des moyens de contrôle des Inspections du travail dans les entreprises	352 450 000	410 931 680	460 631 680
	Promotion des Normes Internationales du Travail (NIT)	8 500 000	25 300 000	50 300 000
	Elaboration des textes d'application du Code du travail	16 000 000	46 502 320	73 502 320
	Elaboration et mise en œuvre un plan de formation des agents de l'administration du travail	15 500 000	60 000 0 00	80 000 000
	Réalisation d'études sur les pires formes de travail des enfants, les servitudes domestiques concernant le travail agricole et le transport urbain	7 000 000	25 000 000	45 000 000
	Revue du cadre juridique sur le stage et l'apprentissage	7 000 000	10 000 000	15 000 000
	Production et partage du rapport annuel sur les statistiques du travail	9 000 000	17 500 000	12 500 000
	Dématérialisation des procédures administratives et mise en place d'une plateforme de gestion en ligne (télé déclaration de contrats, attestations, DASMO, bilan social)	13 000 000	25 000 000	25 000 000

	Réalisation d'une enquête nationale sur l'emploi salarié (DASMO et Bilan social)	30 500 000	50 000 000	50 000 000
	Conception et mise en ligne d'un portail web pour la DGTSS	4 000 000	14 000 000	15 000 000
	Mise en place d'un Système d'observation et de suivi du travail des enfants (SOSTE) dans 6 régions	4 000 000	32 000 000	32 000 000
Total action	11	466 950 000	716 235 000	858 934 000
Total Programme	19	2 404 142 992	2 941 790 975	3 182 935 087

3.1 Evolution des crédits du programme

Nature de dépense	Année 2018(exécution)	2020 (LFI)	2021	Variation (2021)-(2020)	Justification
Personnel		859 692 992	859 692 992	0	
Biens et services	400 600 000	644 450 000	644 450 000	0	
Transferts courants	0	900 000 000	900 000 000	0	Les transferts des organisations professionnelles et du HCDS sont positionnés dans ce programme
Investissements exécutés par l'Etat					
AE					
CP					
Transferts en capital					
AE					
CP					
Total	400 600 000	2 404 142 992	2 404 142 992	0	

3.2 Justification des dépenses par nature

a. Dépenses de personnel

Répartition des dépenses de personnel du programme par emplois et coût

Fonctionnaires et non fonctionnaire (H)/Contractuels (C)	Situation 2019		Plafonds 2020		Variation (2020-2019)		Justification
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	
Hiérarchie A	69		63		- 6		
Hiérarchie B	85		73		- 12		
Hiérarchie C	4		10		6		
Hiérarchie D	21		26		5		
Hiérarchie E							
Total (H)	179		172		- 7		
Catégorie A							
Catégorie B							
Catégorie C							
Catégorie D							
Catégorie E							
Total (C)							
Total des emplois	179		172		- 7		

b. Dépenses de biens et services et transferts courants

Articles	2019	2020	Variations	Justifications
60- Achats de Biens et services	359 750 000	410 452 320	50 702 320	
61-Acquisition de services	254 700 000	208 997 680	- 45 702 320	
62-Autres prestations de services	30 000 000	25 000 000	- 5 000 000	
63- Autres subventions	350 000 000	350 000 000	0	
64-Transferts courants	550 000 000	550 000 000	0	
Total	1 544 450 000	1 544 450 000	0	

c. Dépenses d'investissement

- *Tableau de budgétisation des projets*

3.4 Présentation des structures autonomes rattachées

- *Par opérateur*
Néant